

Unité départementale de l'Isère

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du

Contexte et constats

Publié sur



ETABLISSEMENT AHLSTROM à BRIGNOUD

Références : 2022-Is069T3

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 juillet 2022 dans l'établissement AHLSTROM implanté rue Alfred FREDET à BRIGNOUD

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale EAU 2022 relative à l'autosurveillance. Cette visite a également été l'occasion de vérifier les suites données par l'exploitant aux demandes d'actions correctives formulées lors de l'inspection du 30 septembre 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENT : AHLSTROM
- Adresse : rue Alfred FREDET à BRIGNOUD
- Code AIOT dans GUN : 61-3253
- Régime : A (IED)
- Statut Seveso : non

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant les constats effectués et les enjeux associés, il est proposé une lettre de suite préfectorale pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après.

- Etude relative à la réduction des consommations d'eau prévue par l'article 4 de l'AP DDPP-ENV-2016-12-07 du 16 décembre 2016
- Respect des VL eau fixées en annexe 2 de l'AP DDPP-ENV-2016-12-07 du 16 décembre 2016 et à l'article 5.12 de l'AM du 10/9/2020
- Plan des réseaux d'effluents en application des articles 2 point 4.3 de l'AP du 21/6/2005 et 5.5 de l'AM du 10/9/2020
- Programme de surveillance des rejets aqueux fixé à l'annexe 2 de l'AP du 16/12/2016 et à l'article 10.4 de l'AM du 10/9/2020
- Contrôle de calage de l'autosurveillance suivant l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998

**Fiches de constats relatives aux suites données par l'exploitant
aux DAC formulées lors de l'inspection du 30 septembre 2019.**

Point de contrôle 1

Référence réglementaire :

Demande d'action corrective 2019 n°1 (respect des VL eau fixées en annexe 2 de l'AP DDPP-ENV-2016-12-07 du 16 décembre 2016) : les pistes pour améliorer la qualité des rejets en moyennes journalières doivent être précisées sous 1 mois.

Constats :

Les 3 pistes d'amélioration évoquées dans le courrier de l'exploitant du 9/12/2019 ont été mises en oeuvre :

- mise en marche de la centrifugeuse et de la presse à vis lors de la présence du technicien de la STEP,
- installation d'un débit mètre sur l'injection de coagulant dans B2,
- formation des cadres de garde, astreinte maintenance et contremaîtres à la réalisation des JAR TEST et au réglage de la STEP Latex pour améliorer la gestion des dérives de la STEP Latex la nuit et WE.

Des travaux sur le filtre gravitaire de la STEP fibres sont également prévus en aout afin de limiter les périodes de bypass de cet organe de traitement.

Avis de l'inspection des ICPE: résultats à suivre dans le temps

Proposition de suites : néant

Point de contrôle 2

Référence réglementaire :

Demande d'action corrective 2019 n°2 (étude relative à la réduction des consommations d'eau prévue par l'article 4 de l'AP DDPP-ENV-2016-12-07 du 16 décembre 2016) : l'étude devra être formalisée et transmise à l'inspection sous 1 mois.

Constats :

Etude transmise par courrier du 9/12/2009

L'eau est pompée dans le ruisseau Le Laval et utilisée principalement au niveau de la préparation de la pate (27%) et de la partie humide de la machine (62%).

54% de l'eau est utilisée sur les anneaux des pompes à vide (27%) et les brises mousses et rinceurs (27%).

Les pistes à étudier sous 6 mois sont les suivantes :

- mettre en place un cycle de fonctionnement automatique sur les brises mousses et se renseigner sur les technologies de brises mousse,
- programmer l'arrêt des anneaux d'eau en cas d'arrêt de la machine.

Ces pistes n'ont pas été étudiées par l'exploitant.

L'étude ne répond pas aux termes de l'AP qui demande un examen des possibilités de réduction des consommations et la fourniture des couts associés en euros par m³ d'eau économisé.

A noter que l'article 5.6 de l'AM du 10/9/2020 prévoit des VL en m³/t (débit des effluents par tonne de papier produite) qui varient entre 10 et 25m³/t suivant les process mais que ces VL ne s'appliquent pas aux usines de papiers spéciaux pour lesquelles seules des techniques de réduction des consommations d'eau sont listées.

Néanmoins, le calcul des débits spécifiques en moyenne annuelle pour l'usine Ahlstrom donne

les résultats suivants.

	Prélèvement d'eau en m ³ (données GEREPE)	Consommation* en m ³ et consommation spécifique en m ³ /t	débit des effluents au point de rejet en m ³ (tableau AS)	Production brute en tonnes (tableau AS)	Débit de rejet spécifique en m ³ /t
2019	1208318	481182 et 82	727136	5840	124
2020	1139849	464862 et 87	674987	5307	127
2021	1152280	410918 et 68	741361	6092	122

D'après l'exploitant l'écart entre production nette et production brute n'est que de 4%.

* consommation : prélèvement – rejets

A noter que ces chiffres ne sont pas cohérents avec ceux transmis par l'exploitant (mail du 22/6/2022). Il est donc demandé à l'exploitant de vérifier ces chiffres.

Pour information, à défaut de mettre en place les meilleurs techniques économiquement acceptable pour les consommations d'eau vous devrez respecter les AP de restriction des consommations d'eau pendant les périodes de sécheresse que vous trouverez sur le site internet de la préfecture : <https://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/EauSecheresse2/Secheresse> qui imposent aux industriels de diminuer les quantités prélevées de 25% en période d'alerte (niveau 2) et de 50% en période d'alerte renforcée (niveau 3) selon l'article 10 et l'annexe 1 de l'AP cadre sécheresse signé le 18 mai 2022.

Avis de l'inspection des ICPE: non conforme

Proposition de suites :

DAC 1 : compléter l'étude sous 6 mois

Point de contrôle 3

Référence réglementaire :

Observation 2019 n°1 (suivi annuel de l'ERS imposé par l'article 4 de l'AP DDPP-IC-2018-01-18 du 25 janvier 2018) : l'exploitant veillera à transmettre le réexamen de l'ERS sur la base des résultats de mesures qui seront réalisées au dernier trimestre 2019. Un soin particulier sera porté aux contrôles des débits. Par ailleurs l'exploitant se positionnera clairement sur l'acceptabilité des flux mesurés au regard des flux pris en compte dans l'ERS de 2017.

A transmettre au plus tard le 30 avril 2020.

Constats :

Résultats des contrôles annuels AIR de 2019, 2020 et 2021 transmis

Conformité des rejets de la chaudière

Mises à jour ERS transmises pour 2019, 2020 et 2021.

On note une diminution des teneurs en formaldéhyde dans les liants utilisés (-30% de formaldéhyde mis en oeuvre entre 2016 et 2021).

L'analyse conclut à l'absence de nécessité de mise à jour de l'ERS, les flux mesurés étant cohérents avec ceux pris en compte dans l'ERS de 2017 en particulier pour le formaldéhyde, traceur de risque le plus significatif.

Avis de l'inspection des ICPE: conforme

Proposition de suites : pas de suite à donner en dehors de la poursuite de la mise à jour annuelle